A 5

1998 - 282

CDT MARCOS MEJIA SANCHEZ

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

L'INFLUENCE DE L'EMIGRATION DANS LES RELATIONS ENTRE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE ET HAITI

1998-282

Description des problèmes en cours et perspectives à venir

INTRODUCTION

L'histoire regorge de multiples exemples de pays frontaliers qui, au lieu de chercher à trouver les éléments qui les unissent, font au contraire tout ce qui est en leur pouvoir pour se différencier.

Naturellement, le pays voisin est toujours le premier avec lequel on est susceptible d'entrer en litige pour des problèmes territoriaux. La géographie politique des pays frontaliers et l'histoire de leurs peuples ont toujours été marquées par les conflits qu'ils ont pu engendre.

La République Dominicaine et Haïti ne font pas exception à la règle et sont confrontés aujourd'hui essentiellement au problème de l'émigration. Pour résoudre ce différend, ces deux pays doivent trouver ensemble les moyens de surmonter les difficultés qu'il engendre. Il sera nécessaire de construire un état d'esprit national, incluant ses caractéristiques culturelles, sociales, historiques et politiques préexistantes.

1. ***ETAT DES RELATIONS ENTRE HAITI ET LA REPUBLIQUE DOMINICAINE***

Si nous considérons que l'intérêt fondamental de ces deux pays se trouve dans le renforcement de leurs relations bilatérales, il convient auparavant d'identifier les difficultés qui s'opposent au développement de leurs relations existantes. Depuis l'occupation haïtienne (1822-1844), les relations entre la République Dominicaine et Haïti sont toujours restées difficiles.

Sur le plan historico-culturel, même si ces deux pays sont issus d'un processus historique similaire, ils ont toujours cherché à marquer les différences qui pouvaient exister entre leurs peuples.

Ainsi par exemple l'historien haïtien Toutele l'Fet n'hésite pas à dire « l'Haïtien sait qu'il n'est pas Dominicain ; qu'il n'appartient à aucune autre partie du monde, et qu'il ne s'identifie comme Haïtien que par sa propre précarité, sa propre identité et son propre esprit religieux ». Selon Fet, l'esprit religieux constitue la base de l'expression et de l'identité de l'Haïtien.

De manière analogue, pour l'historien dominicain Sanchez «l'identité des dominicains se détermine par le fait de ne pas être haïtien ». Pourtant, refuser tout trait commun avec l'Haïtien correspond à rejeter des éléments de sa propre identité.

Ces préjugés sont probablement à l'origine d'un manque de coopération pour l'élaboration d'une stratégie commune de développement des échanges, que ce soit au niveau économique ou au niveau politique.

Sur le plan économique la République Dominicaine et Haïti sont deux pays possédant de nombreux point communs : un niveau élevé de pauvreté, un grand

retard dans la capacité de production qui entraînent, des problèmes écologiques identiques, une faible activité dans les marchés internationaux.

Cependant la stratégie économique de la République Dominicaine s'oriente vers le développement de son commerce, tout en ignorant son plus proche voisin Haïti. Il existe une tendance nationale en République Dominicaine à vouloir laisser de côté les affaires haïtiennes. On retrouve également cette tendance en Haïti qui feint d'ignorer l'existence de la République Dominicaine.

Cet effort pourrait se concrétiser par une réflexion des analystes de la politique extérieure de la République Dominicaine et de Haïti qui aurait pour objectif de produire des recommandations pratiques visant à modifier leurs réglementations commerciales.

Forcer les relations, tant au niveau commercial qu'au niveau des relations humaines élémentaires entre les individus, obligerait ces deux pays frontaliers à mieux se connaître et à comprendre leurs liens historiques.

Toutefois il existe une grande différence entre le niveau économique de ces deux pays. Récemment, la Banque Mondiale dans son rapport annuel sur le développement, faisait ressortir qu'ils étaient parmi les plus pauvres du continent mais que le revenu moyen brut journalier en Haïti était de 0,98 $ US et de 2,16 $ US en République dominicaine. Cet écart a largement contribué à provoquer une émigration massive d'Haïtiens vers la République dominicaine. Cependant même si les deux peuples font des échanges, se mélangent et se transforment mutuellement il est nécessaire d'engager des mesures politiques et de contrôles de l'émigration pour renouer la confiance mutuelle.

2. CONSEQUENCES DE L'IMMIGRATION HAITIENNE EN LA REPUBLIQUE DOMINICAINE

2.1-. Impact politique

Sur le plan politique, les relations dominico-haïtiennes de ce siècle ont été marquées par la tension et les conflits latents. Si nous excluons la crise de 1937 provoquée par la tuerie brutale d'Haïtiens sous l'ordre de l'ancien dictateur dominicain Rafael L. Trujillo, nous constatons aujourd'hui une évolution favorable de ces relations. En effet, les élites dominantes avaient passé entre elles des accords informels qui ont permis d'obtenir un équilibre politique pendant plus de 50 ans, sur l'île Hispaniola.

2.2- .Impact économique

L'économie dominicaine est, de plusieurs façons, conditionnée par l'immigration haïtienne; certains secteurs vitaux de notre savoir-faire économique dépendent du travail des Haïtiens. Cela n'est pas dû au fait qu'ils se soient imposés à tout prix; au contraire, les Dominicains sont les responsables d'une telle dépendance.

En effet, cette immigration a depuis toujours été provoquée dans un but commercial on voyait dans cette mesure un moyen d'employer une main d'oeuvre à

bon marché. Aujourd'hui, les industries sucrières, du café et du cacao en sont complètement dépendantes et ne pourraient survivre sans cette main-d'oeuvre Ces trois secteurs cités sont, avec le tourisme, les principales sources de devises de la République dominicaine.

Ces dernières années, les deux gouvernements ont émis le souhait d'unir leurs efforts pour accroître leurs relations commerciales.

2.3-.Impact culturel et social

Au sein de la République Dominicaine, l'immigration haïtienne maintient ses racines, ses valeurs et son identité culturelle. Les Haïtiens sont donc très mal intégrés dans la société dominicaine. En effet, il est difficile de rencontrer un Haïtien ayant assimilé les valeurs et les coutumes culturelles dominicaines. Par contre il est fréquent de rencontrer un Dominicain étroitement familiarisé avec une partie de la culture haïtienne, ou ayant assimilé certaines croyances, coutumes ou manifestations culturelles haïtiennes.

Les racines de la culture haïtienne sont d'origine africaine. Elles se sont développées sur l'île d'Hispaniola de manière autonome. Cela entraîné une culture fermée et endurcie, pouvant ainsi survivre à tout prix. Les rites de cette culture sont exotiques pour le Dominicain commun. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que dans l'esprit d'un Dominicain, chaque Haïtien est un « sorcier » en puissance, possédant des pouvoirs qui proviennent de l'au-delà. La situation des émigrés haïtiens en République Dominicaine est la source des préjugés sur Haïti, et sur les Haïtiens et sur les problèmes intérieurs haïtiens.

2.4- Impact écologique

En ce qui concerne l'immigration haïtienne et ses conséquences sur l'écologie et l'environnement, une série de facteurs sont inquiétants. Nous pouvons citer les suivants:

a-. La culture agricole haïtienne qui a provoqué le déboisement dramatique du pays, ne laissant que 2% de forêt sur le territoire.

b-.La désertification du territoire haïtien, conséquence de la coupe incontrôlée des arbres et l'érosion de la couche végétale, transformant ce pays en un vaste territoire aride et improductif.

c-.Par manque d'éducation, les conditions sanitaires sont déplorables.

C'est donc non sans raison que le peuple dominicain ressent de l'inquiétude devant ce tableau dramatique de la situation écologique haïtienne, alors que ce pays a subi la désertification. D'ailleurs, la plupart des organisations internationales sont arrivées à la conclusion que ce pays n'était plus viable.

Pour cela, la République Dominicaine entreprend actuellement, à l'intention des Haïtiens, des actions nécessaires à l'amélioration de l'information, de connaissances sur l'environnement et la protection des ressources naturelles.

3. LES DEFIS A RELEVER POUR CES DEUX PAYS

Le défi de la croissance et l'éradication de la pauvreté en République Dominicaine et en Haïti passent obligatoirement par l'approche de stratégies communes de développement et de traitement des problèmes. Néanmoins, définir ces stratégies et aborder ces problèmes impliquent tout un processus d'approche, d'échange et de discussions nécessitant l'abandon des préjugés existants.

En Haïti, la compréhension de la gravité des problèmes écologiques, la conduite d'une politique migratoire permettraient d'apporter des solutions sociales aux flux migratoires. Cependant la République Dominicaine doit faire face à l'inertie des autorités haïtiennes devant les problèmes des émigrants haïtiens, ceux du flux commercial et ceux du développement de l'agriculture. Ces problèmes haïtiens se répercutent en République Dominicaine, non seulement sur la ligne frontalière, mais de plus en plus vers l'intérieur du pays. Les solutions passent par un meilleur échange commercial avec Haïti, la possibilité d'établir des contrôles des deux côtés de la frontière et l'établissement de droits de douanes. Elles permettraient de réduire les problèmes écologiques et environnementaux.

Ceci irait dans le sens des conventions telles que celles de LOME IV qui exigent de la part des pays bénéficiaires des aides économiques de l'Union Européenne de favoriser les échanges et les relations entre pays frontaliers. Cela est cohérent également avec la nécessité d'être plus compétitifs sur les marchés internationaux à l'heure où il faut être capable de lancer des produits communs. La coopération financière, technique et commerciale permet de regrouper les énergies potentielles des deux pays et de dépasser de façon significative la capacité individuelle de chacun.

3.1- *Efforts de rapprochement*

Cependant, et en dépit des rapprochements enregistrés ces dernières années, surtout depuis le retour de la démocratie en Haïti il n'apparaît de rapprochement à court terme dans le calendrier d'aucun ces deux pays. Ainsi, ces pays continuent, d'un côté comme de l'autre, à écouter les voix des opposants à l'établissement de liens.

Les nouveaux gouvernements de ces pays, ont exprimé leur volonté de s'unir, mais il n'existe pas à la Chancellerie de la République Dominicaine un département spécifique des Affaires Haïtiennes qui aborde de manière globale la problématique.

La République Dominicaine et Haïti sont des pays limitrophes. Cependant de manière générale, leurs relations économiques, sociales et politiques restent très limitées. C'est pourquoi ces dernières années, les gouvernements dominicain et haïtien ont entrepris des efforts de rapprochement, afin de développer leurs relations commerciales. Les dominicains eux-mêmes ressentent comme une espèce de responsabilité historique le fait d'aider leurs voisins haïtiens et ils sont

parfaitement conscients "qu'il ne peut y avoir de futur dominicain sans un futur haïtien".

Par sa proximité, Haïti est le pays le plus important pour la République Dominicaine. En Haïti le bureau des Affaires Dominicaines, est trop petit, incapable

d'aborder la complexité des relations, entre les deux pays. Il existe donc encore quelques importants progrès à réaliser pour arriver au stade où chaque nation ressentira la nécessité de se mettre face à face afin de faire route ensemble.

Il est possible que beaucoup de ces obstacles puissent être surmontés grâce à la décision et à la volonté politique des pays gouvernants, mais il en existe beaucoup d'autres et qui demanderont un effort beaucoup plus important. Pour dépasser les préjugés, il faut un programme de rééducation dans chacun des deux pays, mais il est difficile de rééduquer les personnes qui vivent dans des conditions d'extrême misère. De plus ces préjugés et qui font déjà partie de l'idiosyncrasie de l'un ou de l'autre pays, qui semblent devoir de se nier l'un ou l'autre pour exister.

Etablir quelles sont les limites et les conditions pour le renforcement des relations multilatérales entre la République Dominicaine et Haïti devient une nécessité, et plus encore si cette étude avait la capacité de hiérarchiser les priorités et de pouvoir définir des mode d'actions à court terme. C'est la raison pour laquelle il est bon de se demander:

Quelles sont les conditions économiques, politiques, sociales et culturelles qui sont en train d'affecter et de limiter les relations dominico-haïtiennes?

Quelles seraient les perspectives de développement dans chacune des nations pour que ces conditions soient dépassées?

Dans quelle mesure chacun des deux pays pourrait bénéficier des politiques globales d'ouverture?

Comment-pourraient ils mettre en valeur leur capacité d'intervention dans les marchés internationaux, leur capacité de recherche de soutiens financiers pour leur développement économique et leur stratégie commune pour négocier les dettes?

3.2- Stratégies commerciales

D'une part des événements tels que l'intégration des Nations Haïtiennes et Dominicaines à la Convention de LOME IV, et la prise de conscience par certains milieux populaires, intellectuels ou économiques de la nécessité impérative de concevoir des stratégies de développement communs doivent stimuler les exportations et les accords de coopération mutuelles.

D'autre part, on a démontré les graves problèmes économiques des comptes internes et externes d'Haïti, dont le budget est tombé à 20% de celui des années précédentes. En autre la récession économique qui s'abat sur la République Dominicaine et les contradictions qui entourent le travail des haïtiens dans les plantations de canne à sucre, sont des obstacles réels que empêche à l'heure actuelle des négociations un développement dans le commerce.

On prétend que l'imminente incorporation de la République Dominicaine au CARICOM, en outre, la première position des Etats-Unis dans les exportations dominicaines et le grand nombre de résidents dominicains aux Etats-Unis et à Puerto Rico, obligent à considérer comme une priorité l'exécution d'une politique économique internationale dans le cadre d'une convention régionale.

Le processus de discussion et la participation postérieure de la République Dominicaine dans l'Initiative pour le Bassin des Caraïbes (CBI) suppose un stratégie concertée avec les Etats-Unis, le Canada, le Mexique et Haïti.

De même, le Conseil National du Développement et des Projets (CONADEP) de Haïti et le bureau National de Planification (ONAP) de la République Dominicaine, pourraient initier à court terme, une coordination avec des visites en vue de comparer les objectifs et les buts sur le plan quinquennal de développement en Haïti, aussi bien que sur le plan triennal de développement en République Dominicaine.

Il faut définitivement installer les bases du développement dominico-haïtien sur des critères réalistes, en supprimant les vieilles rivalités. La construction de l'avenir de Haïti et de la République Dominicaine passe par la coopération dans tous les domaines. Il serait illusoire, de penser à des unions qui iraient au delà des champs énoncés dans l'accord de base de la coopération.

Les Dominicains doivent se préoccuper attentivement des problèmes d'Haïti , car il n'y a pas d'avenir dominicain sans avenir haïtien.

4. L'AVENIR, LOME IV

La République Dominicaine, Haïti et les autres pays des Caraïbes bénéficient encore de préférences commerciales exceptionnelles: celles de l'initiative pour le Bassin des Caraïbe(CBI en anglais) et de la Convention de Lomé.

La situation de Hispaniola, nom de l'île partagée par la République Dominicaine et Haïti, est même extrême. Les deux pays, soit plus de 14 millions d'habitants, ne sont liés par aucun accord de commerce. L'élection d'un nouveau président dominicain au printemps 1996 a cependant facilité l'ouverture de négociations commerciales.

Les pays des Caraïbes sont membre de la Convention de Lomé qui leur offre une assistance technique, des financements et un accès privilégié aux marchés des 15. La Convention lève les protections tarifaires de l'Union Européenne sur presque tous les produits, pour autant qu'ils respectent la règle d'origine. Toutefois, cet instrument d'aide au développement des pays d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique (ACP) liés aux pays membres de la Communauté fait l'objet de sévères critiques à Bruxelles et dans les principales capitales européennes; cela peut donc retarde une insertion compétitive des économies concernées dans le marché mondial.

L'histoire, la réalité actuelle et l'avenir de ces deux pays mériteraient beaucoup plus d'attention mutuelle afin d'éliminer tous les obstacles qui bloquent le marché potentiel entre eux.

4.1-Relations Européennes

En d'autres termes, les nouvelles relations de l'Union Européenne avec les pays des Caraïbes favoriseront sans doute leur transition vers la globalisation, c'est-à dire la libéralisation du commerce, du cadre des investissements et des affaires en général. L'appui à une insertion compétitive dans le marché mondial, et donc au secteur privé, y aura sans doute une place centrale.

Les projets de constitution d'une zone de libre-échange méditerranéenne et d'un accord de libre échange Union Européenne-MERCOSUR vont déjà dans cette direction.

Les relations avec l'Europe et les échanges économiques se sont développés considérablement. dans les dernières années grâce à l'accord de Lomé IV et à la prise de conscience que l'Europe est le partenaire idéal pour équilibrer l'influence des Etats-Unis.

La double perspective qui devrait être prise en compte est d'une part le phénomène de la globalisation de l'économie et d'autre part la protection de l'écologie de l'île pour empêcher la disparition des ressources agricoles, bois et les fleuves qui traversent toute l'île Hispaniola.
L'Union Européenne (UE), a voulu que Haïti et la République Dominicaine ensemble bénéficient simultanément des accords de LOME IV

CONCLUSION

Ainsi, force est de constater que l'immigration haïtienne constitue une des grandes problématiques que doivent résoudrent les autorités dominicaines, car elles portent atteinte à la conservation des valeurs identitaires du peuple dominicain.

Bien qu'il soit indéniable que la présence haïtienne joue un rôle important dans l'économie, notamment dans les domaines de l'agriculture et du bâtiment qui comptent une forte main d'oeuvre haïtienne, il devient impératif d'adopter des politiques qui tendent à régulariser la présence de ces immigrés dans notre pays et à contrôler l'entrée de ces derniers sur le territoire dominicain.

Pour résoudre la plupart des problèmes entre haïtiens et dominicains, les résolutions suivantes pourraient être prises:

1. Engendrer un modèle de politique économique pour résoudre deux points essentiels:
   a. L'augmentation de la production de l'économie nationale en général.
   b. La modernisation globale de cette dernière.
2. Dessiner une politique migratoire qui régulerait la présence haïtienne sur le territoire.
3. Parler de stratégies et de politiques de développement économique et social, avec les autorités haïtiennes, pour améliorer la qualité de vie des citoyens de chacune des deux nations, principalement en zone frontalière.
4. Promulguer un accord de coopération paraphé par les Présidents des deux pays, pour faire face au problème dans sa globalité.